



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Disruption ?

Amélie Oudéa Castéra aura réussi son passage au ministère de l'Éducation Nationale : en vingt-huit jours elle a réussi à faire descendre les enseignant-e-s dans la rue pour la plus grande mobilisation depuis 2022. Hormis cette réussite, il y aurait trop de place dans cet édito pour écrire son bilan. Elle part après une dernière boulette : « *Les écoles peuvent être performantes, mais si le nombre d'enfants est trop réduit pour une classe donnée, c'est toute l'émulation qui est remise en cause* ». Rappelons que la France est le deuxième pays de l'UE derrière la Roumanie qui a le plus fort ratio élèves/enseignants : 18,3 en moyenne en primaire.

Fidèle à lui-même, Macron a choisi pour la remplacer la ministre la plus disruptive qui soit. Qu'on en juge : en 2005, alors rectrice de l'académie de Toulouse, elle démissionne, critiquant le manque de moyens octroyés par le premier ministre de l'époque Raffarin. En 2016, elle ironisait sur « *les fariboles sur la restauration de l'autorité ou le port de la blouse* » et constatait que « *Les inégalités [du] système éducatif sont de plus en plus criantes* ». Elle appelait de ses vœux « *une prise en compte des besoins spécifiques des élèves* » et jugeait « *qu'il n'est pas indécent de viser pour nos professeurs de l'enseignement scolaire des statuts financiers comparables à ceux des pays voisins : Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, Belgique...* », c'est-à-dire une hausse de 100% pour cavalier en tête avec l'Allemagne.

Qui n'aurait pas été d'accord avec ce programme ? Las, quelques mois plus tard, elle fait allégeance, non démentie depuis, à la politique macroniste et toutes ses mesures anti-sociales que nous avons connues depuis 2017.

Aujourd'hui la presse titre : « *une ex-rectrice de gauche à l'Éducation...* ». Sans doute faudrait-il lire « *une ex-rectrice ex-de gauche à l'éducation* ». L'avenir nous le dira très bientôt.

24 février, Ukraine : plus que jamais solidaires !

Si la contre-offensive ukrainienne amorcée l'été dernier n'a pas porté ses fruits, la situation reste gelée, avec un rapport de forces toujours défavorable à l'Ukraine sur le plan de l'armement, mais, on l'oublie parfois, une incapacité de la part de l'armée russe à la moindre avancée significative sur le terrain.

Les aides occidentales restent délibérément insuffisantes : la victoire ukrainienne n'est pas réellement souhaitée, pas plus qu'une défaite de la Russie de Poutine. Pour les « grands de ce monde », garants des profits capitalistes et de la stabilité des privilèges et de l'ordre établi, rien de pire que l'aventure et l'inconnu !

Cependant, la situation demeure contradictoire, notamment sur deux points majeurs :

- **La perspective de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE** a été réaffirmée par les dirigeants européens. Elle est attendue par tout un peuple qui résiste. Nous devons sans aucune ambiguïté soutenir cette adhésion. Mais, dans le même temps, nous devons aussi réaffirmer clairement que parmi les critères d'admissibilité à l'adhésion, si certains ne peuvent être contestés -respect de l'Etat de droit, refus de la corruption, droits des minorités-, d'autres critères le seront à juste titre par la population, ses organisations citoyennes et syndicales et la gauche ukrainienne : les orientations économiques néo-libérales et les reculs sociaux qui lui sont associés. Nous serons aux côtés de la population ukrainienne en défense de ses droits sociaux. La perspective de l'adhésion à l'UE comporte un autre danger éventuel : une possible pression européenne sur le gouvernement ukrainien pour que, donnant donnant, il accepte d'ouvrir des négociations avec la Russie sur la base d'une renonciation à l'exigence du départ des troupes russes de tout le territoire et donc d'une acceptation de l'amputation de ce territoire !
- **Après deux ans de guerre, la situation de la population au quotidien reste extrêmement difficile** et des signes d'essoufflement compréhensible sont visibles : tensions sur la question sensible de la conscription et contestation de la politique économique et sociale néo-libérale du gouvernement... Cependant, contre vents et marées, la résistance armée et non-armée tient bon et c'est un élément fondamental qui permet de comprendre la situation. Il s'agit aussi d'une résistance populaire et citoyenne, profondément ancrée, avec une forte participation des femmes, une dimension d'auto-organisation et parfois d'autogestion. Il n'est pas sûr que cela suffise mais c'est aujourd'hui un point d'appui et un atout tous deux essentiels dans le rapport de force.

Le 24 février - date du second anniversaire de l'agression impérialiste russe - dans le cadre des initiatives organisées dans plusieurs villes par le Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine, dont ENSEMBLE! est partie prenante, mais aussi d'autres forces, telles que l'intersyndicale issue de la mobilisation des retraités, soyons partout à l'offensive pour exprimer toute notre solidarité avec la résistance du peuple ukrainien !



Les immigré.e.s MANOUCHIAN

Le 21 février prochain, **Missak Manouchian** et **Mélinée Soukémian-Manouchian** entreront au Panthéon, après une loi Darmanin votée avec le soutien du Rassemblement national, héritier des fascistes du XXème siècle. Nous ne sommes pas partie prenante de cette hypocrisie. Mais nous voulons rappeler ce que furent les combats de ces immigré.es communistes des FTP-MOI, Arménien.nes, Juif/ves, Espagnol.e.s, Italien.ne.s... et dire leur actualité.

Pour nous, tout d'abord, c'est leur internationalisme qui est à célébrer : quand, pour certains, l'heure était à « chacun son boche », Missak Manouchian écrivait

avant de mourir : « je n'ai aucune haine contre le peuple allemand ».

C'est aussi l'action d'immigré.es combattant à côté de militant.es français.es contre le fascisme, pour une société débarrassée de l'exploitation. Un combat commun essentiel, à l'heure où le rejet de l'autre est le fond de commerce de l'extrême droite, dont la menace nous rappelle la nécessité de l'antifascisme.

Enfin, Manouchian et ses camarades entendaient agir contre le racisme nazi, tourné contre les Juif/ves et lesTsiganes notamment, mais aussi contre les homosexuel.le.s. Là encore un rappel de la nécessité des combats d'aujourd'hui contre tous les racismes et toutes les exclusions.



Argentine : le pari de Milei !



Le 19 novembre dernier, Javier Milei remportait largement l'élection présidentielle en Argentine. Cette victoire du candidat libertarien, qui semblait surgir de nulle part, intervenait dans un contexte d'une longue crise profonde et multiforme, économique, de dégradation du pouvoir d'achat et de représentation hégémonique du péronisme. La gestion du Covid avec la différences de traitement entre les travailleur-se-s formel-le-s et informel-le-s, l'hyper-inflation, la détérioration des garanties sociales, la baisse des mobilisations sociales et la transformation des consciences permirent ce succès de Milei.

Le 20 décembre, dès son investiture, le nouveau président signait un « Décret de nécessité et d'urgence » (DNU) permettant de modifier et de déroger avec 366 lois existantes afin de « restructurer l'économie argentine », un véritable plan d'ajustement structurel. Parallèlement, la ministre de la Sécurité, Patricia Bullrich, venue du PRO (Droite), annonçait un plan de répression comportant notamment un « protocole anti-piquets » (piquetes). Ces dispositions n'empêchèrent pas les premières mobilisations sociales les 20 et 29 décembre à l'appel de différents mouvements sociaux contre l'ensemble de ces mesures.

Face à ce projet, la CGT décida d'appeler à une grève générale le 24 janvier en mobilisant sur des thèmes essentiellement syndicaux, permettant ainsi l'intégration d'autres secteurs. Cette grève fut un succès important avec des manifestations dans une cinquantaine de villes et 250 000 personnes à Buenos Aires (avec la participation de secteurs professionnels, associations de quartiers, mouvements des droits de l'homme, de femmes, d'écologistes, etc.).

Le 6 février, alors que le projet de loi « omnibus » semblait en passe d'être approuvé, suite au vote des député-e-s permettant la délégation de pouvoirs législatifs à l'exécutif pour une année, le texte a finalement été renvoyé en commission, ce qui annule de facto les votes et la procédure engagée. C'est un premier revers politique pour le gouvernement qui a violemment réprimé la colère sociale qui s'est exprimée devant le Congrès.



Des milliers de manifestants protestent contre la politique de nouveau gouvernement argentin, mené par Javier Milei, le 20 décembre 2023 à Buenos Aires. (LUIS ROBAYO / AFP)

Le 11/02/2024, Richard Neuville

À l'Est, du nouveau !

Une nouvelle Alliance de la gauche écologiste, critique et alternative a été constituée, à l'échelle de l'Europe centrale et orientale, le 12 janvier 2024 à Varsovie, en marge du congrès du parti polonais Razem, et rendue publique lors d'une conférence de presse tenue au siège du parlement polonais. L'alliance nouvellement créée comprend des mouvements de six pays : les partis **Budoucnost** (L'Avenir, République tchèque), **Demos** (Démocratie et solidarité, Roumanie), **Kartu** (Ensemble, République de Lituanie), **Razem** (Ensemble, République de Pologne), les organisations **Szikra Mozgalom** (Mouvements des étincelles, Hongrie), **Sotsialnyi Rukh** (Mouvement social, Ukraine).

Il s'agit d'un événement majeur : c'est la première fois qu'une telle initiative est prise à l'échelle de l'Europe centrale et orientale.



On en comprend toute la portée et toute la symbolique alors que la question de l'élargissement de l'UE à plusieurs pays d'Europe centrale et orientale est à l'ordre du jour pour les années qui viennent : le déplacement du centre de gravité de l'UE vers l'est du continent est en cours.

Notre mouvement, qui porte comme nos camarades polonais-es de Razem le nom ENSEMBLE!, salue la fondation de la nouvelle Alliance.

Plein succès à cette Alliance que nous assurons de notre volonté de coopération !

[Lire l'intégralité de la déclaration constitutive de l'Alliance sur le site d'Ensemble !](#)



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmovnt



Mouvt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

